



ATTESTATION UNIQUE DE CANDIDATURE

- à compléter, à dater et à signer
- joindre, le cas échéant, une copie du pouvoir de la personne habilitée à engager la société
- à envoyer avec votre offre

en cas de co-traitance, établir une déclaration pour chacun des membres du groupement

Je soussigné(e) :

Agissant en mon nom propre (nom, adresse et raison sociale) :

Agissant en qualité de :

Pour le compte de la société (nom, adresse, téléphone, mèl et raison sociale) :

N°
SIRET

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Je déclare sur l'honneur que :

- ☐ je ne suis pas en redressement judiciaire
- ☐ je suis en redressement judiciaire. Par conséquent, je joins à la présente, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet et permettant de justifier que je suis habilité à poursuivre mon activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché
- ☐ j'ai satisfait aux obligations fiscales et sociales au 31/12/2006
- ☐ je ne fais pas fait l'objet d'une interdiction de concourir à un marché public ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France
- ☐ je n'ai pas fait l'objet, au cours des 5 dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire, pour des infractions visées aux articles L.324-9, L.324-10, L.341-6, L.125-1 et L.125-3 du code du travail ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France

Signature d'une personne habilitée à engager la société

Nom, prénom, qualité du signataire et cachet de l'entreprise

Je, soussigné(e), atteste que les renseignements portés sur le présent document sont exacts

A

, le

Signature

INFORMATION

à l'attention des candidats

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché, produit dans un délai de 5 (cinq) jours ouvrés à compter de la demande de l'administration :

1°) les certificats fiscaux et sociaux délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations sociales et fiscales l'année précédant la consultation (ex : DC7, liasse 3666 et URSSAF, etc.)

NB : pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins d'un an, récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (CFE)

2°) un justificatif d'immatriculation au registre du commerce (RCS) ou au répertoire des métiers (RM)

le candidat remet un des documents suivants :

- extrait de l'inscription au RCS (K ou Kbis) ⁽¹⁾
- carte d'identification justifiant de l'inscription au RM ⁽¹⁾
- devis, document publicitaire ou correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le n° d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou à un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ⁽¹⁾
- récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (CFE) pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins d'1 an ⁽¹⁾

NB : pour les associations, fournir la copie des statuts

3°) Lorsque le prestataire emploie des salariés :

- attestation sur l'honneur, datée et signée, certifiant que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.143-3 et L.620-3 du code du travail (bénéficiant de bulletins de paie et figurant sur le registre du personnel)

4°) RIB ⁽¹⁾

Le candidat établi dans un Etat autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

⁽¹⁾ datant de moins de 3 mois